

Rapport annuel Jahresbericht

—
2021



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Tribunal cantonal TC
Kantonsgericht KG

Table des matières

Inhaltsverzeichnis

1	Introduction	3
1.1	Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2021	4
1.1.1	Partie générale	4
	Einleitung	16
1.1	Tätigkeitsbericht 2021 des Kantonsgerichts	17

1.1.1	Allgemeiner Teil	17
1.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2021 (état au 31.12.)	29
	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2021 (Stand 31.12.)	29
1.1.3	Partie statistique / Statistischer Teil	33

1 Introduction

Au Conseil de la magistrature

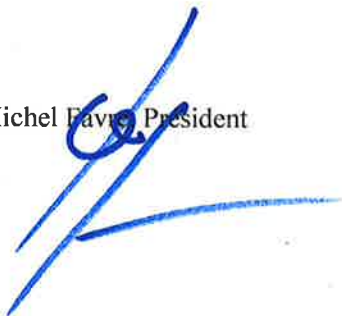
Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil,

Conformément à l'art. 101 al. 2 LJ, nous avons l'honneur de vous adresser notre rapport sur l'exercice 2021 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil, l'expression de notre haute considération.

Fribourg, le 22 février 2022

Michel Favre, Président



Frédéric Oberson, Secrétaire général



1.1 Rapport sur l'activité du Tribunal cantonal pour l'année 2021

1.1.1 Partie générale

1.1.1.1 Remarques générales

En 2021, le Tribunal cantonal a rendu 3095 arrêts. Malgré la crise covid qui a entraîné, pour la deuxième année consécutive, des mesures importantes de gestion, le taux de liquidation est resté stable par rapport à 2020 (3124 dossiers liquidés : -29 dossiers liquidés, soit -0.9%) et a été légèrement en baisse par rapport à la période avant la pandémie de 2019 (3270 dossiers liquidés : - 175 dossiers, soit -5.4%). Le nombre de nouvelles entrées a quant à lui augmenté de 139 unités par rapport à 2020 mais reste inférieur à celui de 2019 (2021 : 3043 ; 2020 : 2904 ; 2019 : 3249). Grâce à un taux de liquidation qui demeure important, il y a lieu de constater une baisse de dossiers pendants au 31 décembre 2021 (1000), soit 52 dossiers pendants de moins qu'au 31 décembre 2020 (1052) et 275 de moins par rapport à 2019 (1275). L'ensemble du personnel, qui a grandement contribué à ce résultat malgré les effets de la crise covid, en est remercié. Ce bilan réjouissant doit toutefois être pondéré en ce qui concerne un domaine, celui du droit de la famille : la nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral du 11 novembre 2020, relative aux contributions d'entretien (ATF 147 III 265), a en effet complexifié le traitement des dossiers matrimoniaux, matière qui constitue une part très importante des causes – en forte augmentation – dont la 1^e Cour d'appel civil est saisie ; malgré un taux de liquidation très élevé et des mesures de soutien internes, la hausse des affaires pendantes ne pourra pas être maîtrisée sans forces rédactionnelles supplémentaires.

Organisation et fonctionnement

En raison de la crise covid, le Tribunal plénier n'a pu se réunir qu'à trois reprises en 2021, tout comme en 2020. Les Juges cantonaux ont effet continué à déléguer une grande partie des tâches à la Commission administrative, laquelle a adapté régulièrement les mesures de gestion et de conduite du Tribunal cantonal en fonction de l'évolution de la pandémie et des directives du Conseil fédéral, du Conseil d'Etat et du Conseil de la magistrature y relatives. Le mode de télétravail est ainsi passé d'obligatoire à recommandé puis, de vivement recommandé à, à nouveau, obligatoire. S'agissant des greffiers, ces derniers ont, dans toutes les phases, assuré une présence sur place d'au minimum un jour par semaine, selon un tournus planifié. Pour les greffiers stagiaires, la situation a été identique, avec toutefois deux jours au minimum par semaine au tribunal, conformément au tournus et pour des motifs de formation. Pour le secrétariat, le personnel s'est conformé à la planification de la responsable, compte tenu des besoins du Tribunal cantonal ; le personnel du secrétariat de greffe a ainsi dû assumer, une majeure partie du temps, son travail en présentiel. S'agissant du port du masque, les règles ont été adaptées en fonction des directives, tant à l'interne que pour la tenue de séances publiques. Enfin, pour assurer les distances sociales, les locaux du Tribunal cantonal ont été adaptés et aménagés en conséquence (places de travail ; cafétéria et élargissement d'autres lieux de pause). L'ensemble des décisions de la Commission administrative et des directives relatives à la gestion de la crise covid ont été immédiatement communiquées aux juges et au personnel du Tribunal cantonal.

Malgré la pandémie, le Tribunal cantonal a pu procéder aux inspections déléguées par le Conseil de la magistrature et à celles des autorités de poursuites et de faillites. Il a en outre pris plusieurs décisions par voie de circulation, notamment en se déterminant dans le cadre de 24 procédures de consultation et en procédant aux engagements du personnel.

Quant aux manifestations auxquelles participe, usuellement et chaque année, le Tribunal cantonal, elles ont pour la plupart été annulées ou reportées en raison de la crise.

Le Tribunal cantonal a été impliqué dans l'analyse du pouvoir judiciaire du canton de Fribourg, dont le rapport a été déposé en automne 2021. En fonction des conclusions le concernant, il a déjà pris des mesures à l'interne et développera encore des pistes d'amélioration dans le cadre de son plan directeur 2022-2026 qui a été finalisé et adopté lors de la séance plénière de novembre 2021. Celui-ci décrit la façon dont le Tribunal cantonal devrait continuer à se développer durant les prochaines années, afin de remplir ses devoirs tout en maintenant ses valeurs. Il

est ainsi le point de convergence entre la mission, les valeurs et la vision du Tribunal cantonal. Il s'inscrit dans la ligne du premier plan directeur établi pour les années 2017-2021.

Le plan directeur 2022-2026 prend en considération le contexte global, suisse et fribourgeois dans lequel le Tribunal cantonal s'inscrit. Il en tire des constats et des lignes directrices quant à la situation et à l'évolution actuelle et future des processus et méthodes de travail. Il est centré sur trois thèmes principaux : 1) l'organisation du travail, 2) la communication et 3) le dossier électronique. Sur cette base, il formule trois nouveaux projets concrets : "élaboration d'un manuel qualité", "modalités de communication interne" et "information de la presse et du public". Il prévoit également la poursuite des projets "organisation et exigences du personnel administratif" et "préparation du Tribunal cantonal au dossier électronique", déjà en cours conformément au plan directeur 2017-2021, en les regroupant sous la dénomination "adaptation de l'organisation du Tribunal cantonal à la digitalisation de la justice". Quant au projet "système de notification centralisé" également envisagé par le plan 2017-2021, il s'est avéré prématuré au vu de l'évolution du programme e-Justice. Il en va de même du projet "charge de travail", dont certains aspects pourront toutefois être repris dans les projets liés au manuel qualité, à l'organisation du personnel administratif et au développement du dossier électronique qui impliquera une nouvelle répartition des tâches. Enfin, le projet "fixation des conditions-cadres du travail à temps partiel et du télétravail" a été mené à bien durant la période 2017 à 2021.

Sur le plan informatique, le projet d'envergure de digitalisation de la justice est mené avec le soutien du programme cantonal e-Justice et le programme fédéral Justitia 4.0 dans lesquels le Tribunal cantonal et d'autres autorités judiciaires sont fortement impliqués. S'agissant des affaires informatiques courantes, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ), soutenue par le Bureau informatique des autorités judiciaires (BIAJ), poursuit ses travaux en collaboration avec le SITel. Enfin, pour ce qui a trait à la bibliothèque du Tribunal cantonal, affiliée à la Bibliothèque cantonale universitaire (BCU), laquelle gère le système de gestion informatique, le système SLSP (Swiss Library Service Platform) qui a remplacé le système RERO à fin 2019, a donné pleine satisfaction dès son application.

Enfin, le Tribunal cantonal a décidé de renoncer à la Revue fribourgeoise de jurisprudence (RFJ), sous sa forme actuelle. Les arrêts de principe seront publiés, avec un chapeau, dans un onglet spécifique de Tribuna Publication. La possibilité de s'abonner à un flux RSS spécifique pour être informés de la mise online d'un nouvel arrêt de principe est également à l'étude. Le changement de système est prévu dès le 1^{er} janvier 2022 et le dernier fascicule papier de la RFJ sera ainsi le 2021/4, lequel sortira de presse courant 2022. Le Tribunal cantonal n'a toutefois pas une totale maîtrise de l'échéancier qui dépend de contraintes techniques ; il doit également faire procéder à l'adaptation du RTCInf, dont deux modifications ont été adoptées (art. 6 al. 1 let. c et 16 al. 3 RTCInf).

Le comité de rédaction de la RFJ qui est actuellement composé de Jérôme Delabays, Frédéric Oberson, Sarah Progin-Theuerkauf, professeure à l'Université de Fribourg et Luc Volery, chef du Service de législation ainsi que Barbara Carrard, laquelle a assuré durant de longues années le secrétariat et l'administration de la RFJ, sont remerciés pour leur implication et l'immense travail accompli.

1.1.1.1 Volume des affaires

Comme relevé dans les remarques générales, le bilan global 2021 du Tribunal cantonal est satisfaisant en matière de gestion du volume des affaires quand bien même la charge de travail demeure importante. La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. S'agissant des effets de la crise sur la charge du Tribunal cantonal, comme cela ressort de ses réponses adressées en 2020 au Conseil de la magistrature à la suite de l'enquête covid, il y a lieu de relever que l'autorité de recours est impactée à retardement, souvent plusieurs années après les effets ressentis en première instance. Il conviendra dès lors de refaire ultérieurement le point. En l'état, la situation est sous contrôle. Il convient toutefois de relever la situation critique de la I^e Cour d'appel civil.

Pour des compléments, il convient de se référer aux données statistiques et explications données par chacune des cours du Tribunal cantonal.

1.1.1.2 Activité juridictionnelle

1.1.1.2.1 En général

1.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
a) affaires pendantes au 1er janvier	1302	1287	1325	1251	*1296	**1272	1052
b) affaires enregistrées	2868	3177	3289	3308	3249	2904	3043
c) affaires liquidées	2883	3139	3363	3264	3270	3124	3095
d) affaires pendantes au 31 décembre	1287	1325	1251	*1295	**1275	1052	1000

*La différence du nombre d'affaires pendantes s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

**La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques.

*Langue des affaires liquidées	2020	2021
Français	2711	2614
Allemand	392	457

*Les 24 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position ne sont pas comprises dans cette rubrique.

Cours civiles	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
a) affaires pendantes au 1er janvier	192	163	183	177	224	*215	206
b) affaires enregistrées	1099	1170	1263	1261	1279	1222	1350
c) affaires liquidées	1128	1150	1269	1214	1285	1231	1334
d) affaires pendantes au 31 décembre	163	183	177	224	*218	206	222

*La différence s'explique par la liquidation informatique de 3 demandes d'entraide internationale après l'établissement des statistiques.

Langue des affaires liquidées	2020	2021
Français	1105	1208
Allemand	126	126

Cours pénales	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
a) affaires pendantes au 1er janvier	134	156	154	179	*182	148	130
b) affaires enregistrées	483	551	574	528	534	446	465
c) affaires liquidées	461	553	549	526	568	464	424
d) affaires pendantes au 31 décembre	156	154	179	*181	148	130	171

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées	2020	2021
Français	406	339
Allemand	58	85

Cours administratives	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
a) affaires pendantes au 1er janvier	974	965	986	890	888	906	715
b) affaires enregistrées	1270	1441	1419	1499	1417	1217	1204
c) affaires liquidées	1279	1420	1515	1501	1399	1408	1313
d) affaires pendantes au 31 décembre	965	986	890	888	906	715	606

Langue des affaires liquidées	2020	2021
Français	1200	1067
Allemand	208	246

1.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1-30 jours	1-3 mois	3-6 mois	6-12 mois	1-2 ans	>2 ans
le Cour d'appel civil	258	112	70	53	23	3
Ile Cour d'appel civil*	447	122	22	5	2	0
Chambre des poursuites et faillites	82	25	2	0	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	35	53	19	0	1	0
Cour d'appel pénal	36	24	24	41	22	7
Chambre pénale	107	93	46	7	17	0
le Cour administrative	45	54	41	35	52	5
Ile Cour administrative	32	23	44	41	24	6
IIle Cour administrative	61	88	37	9	7	1
Cour fiscale	23	25	43	37	5	6
le Cour des assurances sociales	11	20	26	223	48	0
Ile Cour des assurances sociales	20	31	67	81	40	2

*Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale au nombre de 378

1.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Ministère public (à l'exception du Procureur général et de ses adjoints), le Tribunal pénal des mineurs, le Tribunal d'arrondissement de la Sarine (la section civile et la Greffière-chef), les Tribunaux d'arrondissement de la Broye, du Lac et de la Veveyse, les Justices de paix de la Glâne, de la Gruyère, du Lac, de la Sarine, de la Singine et de la Veveyse, les Préfectures de la Broye, du Lac et de la Veveyse, l'Autorité de surveillance du Registre foncier, ainsi

que les Commissions de recours de l'Université, de conciliation en matière de bail à loyer (de la Sarine, de la Singine et des districts du Sud), et de recours en matière d'améliorations foncières.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept Offices de poursuites.

1.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

En 2020 et pour la première fois, le nombre d'entrées au rôle de la I^e Cour d'appel civil avait atteint la barre des 500 dossiers (501 dossiers pour 416 dossiers en 2019). En 2021, la hausse s'est poursuivie (544 dossiers), augmentant la surcharge de la Cour. Par ailleurs, la nouvelle jurisprudence fédérale relative aux contributions d'entretien (ATF 147 III 265) a complexifié le traitement des dossiers du droit de la famille, matière qui constitue une part très importante des causes dont la Cour est saisie. Nonobstant un taux de liquidation particulièrement élevé (519 dossiers), la présence d'un Juge cantonal supplémentaire comme membre permanent de la Cour, l'aide d'autres Juges cantonaux et la mise à contribution plus régulière de Juges cantonaux suppléants, la hausse n'a pas pu être complètement maîtrisée (157 dossiers ouverts au 31 décembre 2021 pour 132 au 31 décembre 2020) et elle ne pourra pas l'être sans des forces rédactionnelles supplémentaires.

1.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La charge de travail de la II^e Cour d'appel civil, qui traite les appels et recours en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite, de bail à loyer et à ferme, de droit du travail, ainsi que les procédures en instance cantonale unique, principalement en matière de concurrence déloyale et de propriété intellectuelle, est restée globalement stable en 2021. Les affaires enregistrées dans ces différents domaines sont passées de 242 à 222. La diminution constatée l'année dernière s'est ainsi poursuivie en 2021, mais de manière moins marquée. Cette situation favorable a dès lors permis aux juges de la Cour de consacrer plus de temps aux dossiers des autres Cours dans lesquelles ils siègent également. Enfin, pour 40 affaires en suspens en fin d'année, 26 l'étaient depuis moins de trois mois.

La Cour traite également les requêtes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger, qui ont été au nombre de 378 en 2021.

1.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

1.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

Après une hausse importante en 2020, le nombre de dossiers enregistrés en 2021 correspond peu ou prou à celui des années 2018 et 2019. En revanche, la complexité et l'urgence des dossiers sont restées très élevées, avec notamment des recours contre des placements d'enfants. La charge de travail est ainsi importante, ces dossiers devant être traités prioritairement.

1.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

Si la Cour a encore connu une baisse sensible du nombre de nouvelles affaires enregistrées durant le premier trimestre, ce qui lui a permis de renoncer temporairement à s'adjoindre les suppléants et à détacher partiellement un juge au profit de la première Cour d'appel civil, il faut constater que le rythme des affaires a repris par la suite celui qu'elle connaissait avant la crise sanitaire.

La Cour observe également une augmentation sensible du nombre de séances en procédure orale, plus chronophages, en raison notamment du fait que la jurisprudence du Tribunal fédéral est devenue plus restrictive quant à la possibilité de traiter en procédure écrite les affaires de moindre importance.

1.1.1.2.7 Chambre pénale

Le nombre d'affaires enregistrées en 2021 étant exactement le même que celui de l'année précédente, il est ainsi toujours important. La charge de travail demeure lourde, ce d'autant que la plupart des affaires nécessitent d'être traitée avec célérité. Les membres de la Chambre pénale fonctionnent toujours dans les cas de révision dont est saisie la Cour d'appel pénal.

1.1.1.2.8 I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2021 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.9 II^e Cour administrative

Suite à la révision de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire, qui s'est concrétisée par l'adoption du nouveau Plan directeur cantonal le 2 octobre 2018, les règles cantonales d'aménagement du territoire et plus généralement du droit public de la construction ont connu des changements fondamentaux qui rompent avec les habitudes antérieures. Jusqu'à assimilation des nouvelles règles, cette situation entraîne une multiplication des contestations de la part des administrés et des collectivités locales. Compte tenu du temps que prend une affaire devant les autorités de première instance avant de faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal, on doit constater en 2021 une forte augmentation des dossiers ouverts en droit foncier (aménagement et constructions) auprès de la II^e Cour administrative. Alors qu'entre 2017 et 2020, le nombre d'affaires annuel oscillait entre 157 et 164, ce chiffre atteint 197 pour l'année 2021. Il s'agit du record absolu depuis 1992. Compte tenu de la complexité des litiges à traiter dans ces matières, une augmentation d'une quarantaine d'affaires constitue une charge supplémentaire très élevée, apte à entraîner un allongement de la durée déjà conséquente des procédures de recours. En outre, vu les révisions en cours des planifications locales, rien ne laisse présager un retour prochain aux chiffres des années précédentes. Des mesures devront être prises dès 2022 pour remédier à la surcharge.

1.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2021 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.11 Cour fiscale

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2021 n'amène pas de remarque particulière.

1.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

Comme en 2020, on a pu noter en 2021 le maintien, à un niveau plus bas que lors des années précédentes, du nombre de dossiers nouvellement entrés (481, contre 496 en 2020, mais contre 688 et 676 en 2019 et en 2018). Cette baisse du niveau des entrées a permis, pour la deuxième année consécutive, une liquidation très importante du stock des dossiers pendants (de 227 à 162 pour la I^e Cour et de 142 à 119 pour la II^e Cour).

Cet assainissement, qui paraissait encore improbable à la fin de l'année 2019, est atteint en dépit d'une baisse sensible des liquidations (celles-ci sont globalement passées de 672 à 569) mais dont le taux reste supérieur à celui moyen attendu, si l'on ne devait tenir compte que du seul effectif (8,25 EPT) des greffiers rattachés aux deux Cours en 2021 (env. 550 dossiers attendus de leur part). On réalise ainsi qu'une partie non négligeable des forces

réductionnelles au sein des deux Cours est également assumée par les Juges, ainsi que par les Juges suppléants, ces derniers toutefois un peu moins sollicités durant cette année plus calme.

Quoi qu'il en soit, la baisse des liquidations se relativise si l'on considère que les deux Cours ont tourné, jusqu'en 2020, en sursis pour endiguer le flot difficile à contenir des nouvelles entrées. L'obtention d'un EPT supplémentaire l'année passée et la baisse significative et inespérée des entrées ont dans les faits permis au personnel de simplement retrouver un rythme de travail normal pour continuer à affronter le phénomène désormais constant de la généralisation des cas complexes, notamment en AI.

Dans ces conditions toutefois de retour à la normale, certaines des forces rédactionnelles ont été mises à la disposition d'autres cours administratives. Dans le même état d'esprit, un EPT partiel de greffier sera provisoirement transféré en 2022 à la 1^{re} Cour d'appel civil, actuellement surchargée. Une nouvelle répartition à l'interne des ressources rédactionnelles se fera cependant dans le courant de l'automne 2022, car la baisse très significative observée en 2020 et 2021 pourrait bien dépendre, comme il a déjà été dit l'année dernière, des conditions exceptionnelles liées à la crise du covid et aux très importantes mesures financières publiques mises en place, qui ont pu momentanément soulager les assurances sociales. A cela s'ajoute les modifications de la LAI qui entreront en vigueur en 2022 qui pourraient en deuxième partie de l'année, entraîner un nombre des recours plus importants et plus complexes.

Quoi qu'il en soit, les deux Présidents ne peuvent que remercier, pour leur très appréciée contribution, les greffiers et les greffiers-rapporteurs et leurs collègues juges (ordinaires ou suppléants), ainsi que le personnel du greffe. Ils les encouragent, toutes et tous, à rester toujours aussi vigilants, réactifs et enthousiastes, pour que la bonne ambiance et l'esprit de solidarité perdurent.

1.1.1.3 Personnel

1.1.1.3.1 Juges

Juges professionnels - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2020	2021
Beti Dina	Juge	1	1
Boivin Marc	Juge	0.5	0.5
Delabays Jérôme	Juge	1	1
Ducret Markus	Juge	1	1
Favre Michel	Juge	1	1
Frölicher Johannes	Juge	1	1
Gross Dominique	Juge	0.5	0.5
Hofmann Yann	Juge	0.5	0.5
Jungo Marianne	Juge	1	1
Kiener Daniela	Juge	0.5	0.5
Overney Catherine	Juge	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Juge	1	1
Pfammatter Christian	Juge	1	1
Schneuwly Laurent	Juge	1	1
Sugnaux Marc	Juge	1	1
Wohlhauser Sandra	Juge	1	1
Total EPT au 31.12.		14	14

Il n'y a pas eu de changements parmi les Juges cantonaux en 2021.

S'agissant des activités accessoires des juges, Dina Beti est membre de la Commission du barreau et de la Commission des examens du barreau, et membre suppléante de la Commission du notariat. Au début de l'année 2021, elle a en outre pris en charge le rôle de mandant des projets Digitalisation des processus et Dossier judiciaire électronique au sein du programme e-Justice. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). Il est également actif dans le milieu de la culture et notamment de l'humour. Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Michel Favre est membre suppléant de la Commission du barreau. Johannes Frölicher préside le Conseil de la magistrature. Il œuvre également en tant que Juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et en sera le Président dès 2022. Il est membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Il est mandant du programme e-Justice. Yann Hofmann est Juge fédéral suppléant, Vice-président de la Commission fédérale d'estimation – 5ème arrondissement -, Président de la Commission arbitrale instituée par la Convention collective de travail INFRI/FOPIS et chargé de cours auprès de la Swiss Insurance Medicine SIM et du Centre forestier de formation CEFOR/BZW. Il est mandant exécutif et Président du Comité de pilotage et du Bureau du programme e-Justice. Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme Juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Elle officie également en qualité de Présidente-suppléante de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Depuis le 1^{er} juillet 2021, elle préside la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral cantonal en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement, ainsi que membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Présidente de l'Association St-Camille, à Marly, ainsi que de son Fonds de prévoyance. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Il est également Président de la Fondation sociale de la Caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois. Laurent Schneuwly préside la Commission cantonale de la transparence, de la protection des données et de la médiation (CTPrDM). Il est Président remplaçant du Tribunal militaire de cassation. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le Comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature. Il est en outre président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Sandra Wohlhauser est membre de la Commission du barreau. En outre, elle préside la Commission informatique des autorités judiciaires et est membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg.

Juges suppléant-es au 31.12.2021

Annick Achantari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Mélanie Maillard Russier, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, André Riedo, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller Walker, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder, Kurt Schwab, Pascal Terrapon, Catherine Yesil-Huguenot, Marc Zürcher

En remplacement des Juges Pierre Corboz et Georges Chanez, Sandrine Schaller Walker et Jean-Marc Sallin ont débuté leur activité le 1^{er} janvier 2021. A la suite des démissions des Juges Omblin de Poret Bortolaso et Christophe Maillard, le Grand Conseil a élu les Juges Bruno Pasquier et Marc Zürcher (début d'activité : janvier et septembre 2021). Enfin, pour remplacer le Juge André Riedo qui terminera son activité à la fin de l'année pour raison d'âge, Mathias Boschung a été élu en octobre 2021 et entrera en fonction le 1er janvier 2022.

Le Tribunal cantonal remercie les Juges démissionnaires pour toute leur implication et leur soutien apporté à la justice fribourgeoise.

1.1.1.3.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps EPT au 31.12.	2020	2021
Total EPT Greffiers (postes permanents)	19.45	20.45
Total EPT Stagiaires juristes	5	5
Total EPT Collaborateurs administratifs (postes permanents)	13.6	13.6
Total EPT Apprentis collaborateurs administratifs	2	2
Total	40.05	41.05

La situation du greffe du Tribunal cantonal a évolué depuis 2020 : 1 EPT de greffier a été octroyé au Tribunal cantonal dès le 1er janvier 2021. Cet octroi fait suite à l'intervention du Tribunal cantonal d'octobre 2019 relative à la situation critique des cours des assurances sociales et à l'obtention d'un poste à 100% de durée déterminée de greffier pour l'année 2020. Le poste surnuméraire est devenu un EPT fixe dès 2021.

Par ailleurs, à la suite d'échanges avec la DSJ et de la décision du Conseil d'Etat, vu leur implication dans le programme e-Justice, la Juge Dina Beti a pu compter dès le 1er juillet 2021 sur l'engagement de durée déterminée d'une greffière à 50%, en l'état jusqu'au 30 juin 2022, et le Juge Yann Hofmann a augmenté son activité de 50% à 70% pour une période déterminée (0.2% pas pris en compte dans les 14 EPT de Juges).

70 personnes travaillent à ce jour au Tribunal cantonal :

- 16 Juges cantonaux
- 1 Secrétaire général
- 27 Greffiers
- 19 Collaborateurs au sein du personnel administratif (1 adjointe administrative, 16 secrétaires - y compris comptables et bibliothèque -, 1 huissier, 1 archiviste judiciaire travaillant à 10% [engagé par le Service de la justice])
- 5 Greffiers-stagiaires (en principe 10 sur l'année)
- 2 Apprenties employés de commerce

70 (total)

En 2021, sans compter les Juges cantonaux (14 EPT) et les engagements de durée déterminée (stagiaires et apprenties), l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 35.05 postes d'équivalents plein temps (EPT) (34.05 en 2020 ; + 1 EPT de greffier) (20.45 EPT de greffiers + 13.6 EPT de collaborateurs administratifs + 1 EPT de Secrétaire général = 35.05 EPT).

Sur l'effectif budgétaire de 35.05 EPT, il est relevé qu'un 20% de poste de greffier est rattaché à la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité présidée par le Juge cantonal Christian Pfammatter (poste de travail situé au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation). Il est également précisé qu'1 EPT de personnel administratif est rattaché au SITel et un 0.1 EPT de bibliothécaire à la Bibliothèque universitaire cantonale.

S'agissant des ressources rédactionnelles du Tribunal cantonal, il est relevé plus spécifiquement qu'à la suite de l'intervention de la Cheffe du service de la Justice de janvier 2021 concernant la phase de « pré-budget 2022 – forces

de travail » requérant auprès des autorités judiciaires quelles étaient les demandes en personnel jugées « absolument nécessaires et indispensables » pour le fonctionnement des différentes autorités, il lui a été répondu par courriel du 20 janvier 2021 ce qui suit : *nous vous informons que le Tribunal cantonal ne déposera pas de demande en EPT de greffier pour 2022 dans le cadre des demandes budgétaires, ayant obtenu un poste dès 2021 et étant conscient que d'autres autorités judiciaires sont, en l'état, prioritaires, compte tenu de leur charge de travail et des ressources à leur disposition. Cela étant, comme l'a relevé le Président de la 1^{re} Cour d'appel civil, Monsieur Jérôme Delabays, et comme cela ressort des statistiques qui seront présentées dans le rapport 2020 du Tribunal cantonal au Conseil de la magistrature, le nombre d'entrées a très fortement augmenté, sur une année, auprès de cette cour. Cette augmentation concerne en particulier les procédures matrimoniales qui, de surcroît, se sont complexifiées, eu égard notamment aux modifications législatives et à l'évolution actuelle de la jurisprudence du Tribunal fédéral. Si cette situation devait perdurer, respectivement si le nombre d'entrées et/ou le nombre de dossiers pendants de la cour devaient augmenter, le Tribunal cantonal sera contraint par la suite de déposer, dans le cadre budgétaire, de nouvelles demandes en forces rédactionnelles (EPT de greffier) pour la 1^{re} Cour d'appel civil.*

Comme relevé ci-dessus, au vu de la charge de travail particulièrement importante de la 1^{re} Cour d'appel civil découlant de la poursuite de l'augmentation massive du nombre d'affaires enregistrées consécutive à la nouvelle jurisprudence du Tribunal fédéral en matière de fixation des pensions alimentaires, et malgré les mesures de soutien internes, le Tribunal cantonal sera amené, au plus tard dans le cadre du budget 2023, à déposer une demande de soutien en forces rédactionnelles.

Départs-arrivées

Greffiers

Le nouvel EPT de greffier a été réparti entre Philippe Tena (40%) et Daniela Herren (60%). S'agissant des contrats de durée déterminée, le poste de greffier, à 50%, accordé en raison l'implication de la Juge Dina Beti dans le programme e-Justice a donné lieu à l'engagement de Julie Eigenmann du 1er juillet 2021 au 30 juin 2022 ; en raison de vacances et remplacements de postés, Remy Terrapon, a été engagé à 90% durant l'année 2021 auprès des Cours des assurances sociales. Ce dernier termine son activité au 31 décembre 2021 et il est remercié pour son travail efficace. Corina Göldi assure, auprès des Cours civiles et pénales, le remplacement de Silvia Gerber (greffière à 80%), en congé maternité. Il est enfin relevé que Ludovic Farine a été nommé Président ad hoc du Tribunal de la Broye du 1er mai au 30 juin 2021 et Cornelia Thalmann exerce à titre accessoire la fonction de Juge ad hoc auprès du Tribunal des mesures de contrainte à 10% dans le cadre du remplacement de la Juge Walter. A noter enfin qu'un EPT partiel de greffier, à 70%, sera provisoirement transféré en 2022 des Cours des assurances sociales à la 1^{re} Cour d'appel civil, actuellement surchargée.

Personnel administratif

Magui Guisolan est partie à la retraite anticipée à fin août 2021 ; elle a été remplacée par Christine Chablais Strickler ; son rôle de suppléante de Françoise Rosales, responsable du personnel administratif, a été attribué à Katia Meuwly. Valérie Monnet a quant à elle démissionné pour le 31 octobre 2021 ; elle a été remplacée par Elodie Bertolini.

Magui Guisolan et Valérie Monnet, qui ont œuvré de nombreuses années pour le Tribunal cantonal, sont remerciées pour leur implication et leur travail.

Suivi du personnel

Le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

1.1.1.4 Autres activités

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité. La plupart d'entre elles ont toutefois été annulées ou reportées en raison de la crise covid.

Le Président, Markus Ducret, Cédric Steffen et Frédéric Oberson ont reçu des candidats de l'Ecole nationale française de la Magistrature de Bordeaux dans le cadre de leur voyage d'étude organisé par l'Académie suisse de la magistrature.

La Vice-Présidente a participé à la onzième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Schaffhouse, en novembre 2021.

Les 22 avril et 11 novembre 2021, Sandra Wohlhauser a pris part aux 11ème et 12ème Rencontres « Dialogue santé-justice ». Le 20 août 2021, elle a assisté à la Journée d'informatique juridique qui s'est déroulée à Berne.

Le Président et Cédric Steffen ont participé à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Interlaken.

Des Juges se sont rendus à la rencontre des Juges administratifs de Suisse à Saint-Gall et ont participé à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats (ASM).

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2021 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Marc Boivin a donné une conférence sur le droit et l'humour (L'esprit des lois et le droit à l'esprit) dans le cadre de la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats (ASM), qui s'est tenue le 19 novembre 2021 à Lucerne.

Jérôme Delabays et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile. Il a participé à un cours destiné aux étudiants de l'Université de Fribourg sur la procédure civile dans la pratique et a donné une conférence en droit civil lors de la Journée de l'Ordre des avocats fribourgeois 2021. Il poursuit sa collaboration au Code de procédure civile annoté online. Il a collaboré au Petit Commentaire du Code de procédure civile et collabore à la future édition du Commentaire romand du Code civil.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale et donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires.

Dominique Gross est à nouveau co-auteur de la 7^e édition du « Basler Kommentar, ZGB II » (droit de superficie, art. 779-779l CC ; à paraître).

Christian Pfammatter a donné une conférence en matière d'aménagement du territoire dans le cadre du master de l'université de Fribourg (« cours-bloc »).

Laurent Schneuwly donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires (procédure civile de première instance). Il a participé comme intervenant en procédure pénale à la journée de formation de l'OAF le 3 décembre 2021 et à la conférence de l'Institut du Fédéralisme et de l'ATPrD sur les 10 ans de la LInf le 9 décembre 2021.

Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, Marc Sugnaux a donné le 7 mai 2021 un cours sur la communication dans le processus d'élaboration des décisions. Le 18 mai 2021, il a participé à un webinar organisé par HR Fribourg sur le thème des litiges en

matière de droit du travail. Le 20 août 2021, il a animé, sous l'angle du droit administratif, le séminaire annuel de formation des avocats-stagiaires qui s'est tenu à Villars-sur-Glâne.

Dans le cadre du CAS consacré à la Justice des mineurs, Sandra Wohlhauser a co-animé un atelier sur la procédure pénale le 12 novembre 2021, à Fribourg.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours et la révision en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

Les classes, en raison du covid, ne pouvant plus assister aux séances publiques de la Cour d'appel et à la traditionnelle présentation qui les précédait, Michel Favre et Cédric Steffen se sont déplacés dans les établissements du Secondaire II afin de présenter aux étudiants le système judiciaire fribourgeois et le déroulement d'une procédure pénale.

Einleitung

An den Justizrat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Mitglieder des Justizrates

Wir haben die Ehre, Ihnen gemäss Art. 101 Abs. 2 JG unseren Bericht für das Jahr 2021 vorzulegen.

Freiburg, 22. Februar 2022

Michel Favre, Präsident



Frédéric Oberson, Generalsekretär



1.1 Tätigkeitsbericht 2021 des Kantonsgerichts

1.1.1 Allgemeiner Teil

1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

2021 fällte das Kantonsgericht 3095 Urteile. Die Erledigungsquote ist im Vergleich zu 2020 stabil geblieben (2020: 3124 erledigte Angelegenheiten, d. h. minus 29 erledigte Angelegenheiten bzw. minus 0,9 %), und dies trotz der Covid-Krise, die im zweiten Jahr in Folge bedeutende Verwaltungsmassnahmen erfordert hat. Im Vergleich zur Zeit vor der Pandemie bzw. zu 2019 hat die Erledigungsquote leicht abgenommen (2019: 3270 erledigte Angelegenheiten, d. h. minus 175 erledigte Angelegenheiten bzw. minus 5,4 %). Die Zahl der Neueingänge hat im Vergleich zu 2020 um 139 zugenommen, ist aber tiefer als im Jahr 2019 (2021: 3043; 2020: 2904; 2019: 3249). Dank einer weiterhin hohen Erledigungsquote haben die am 31. Dezember 2021 hängigen Dossiers (1000) gegenüber dem 31. Dezember 2020 (1052) um 52 Dossiers und gegenüber 2019 (1275) um 275 Dossiers abgenommen. Das ganze Personal hat trotz der Auswirkungen der Covid-Krise massgeblich zu diesem Ergebnis beigetragen. Ihm sei an dieser Stelle herzlich gedankt. In einem Bereich ist diese erfreuliche Bilanz jedoch zu relativieren, nämlich in dem des Familienrechts: Die neue Rechtsprechung des Bundesgerichts vom 11. November 2020 zur Berechnung des Kindesunterhalts (BGE 147 III 265) hat die Behandlung eherechtlicher Angelegenheiten komplexer gemacht, wobei ein sehr grosser Teil der Dossiers des I. Zivilappellationshofs, die stark zugenommen haben, ebendiese Materie betrifft. Trotz einer sehr hohen Erledigungsquote und interner Unterstützungsmassnahmen wird die Zunahme der hängigen Angelegenheiten ohne zusätzliche Schreibkräfte nicht bewältigt werden können.

Organisation und Arbeitsweise

Infolge der Covid-Krise konnte das Gesamtgericht im Jahr 2021 wie schon im Vorjahr nur dreimal tagen. Das Gesamtgericht hat weiterhin einen grossen Teil der Aufgaben an die Verwaltungskommission delegiert, und diese hat die Massnahmen zur Verwaltung und Führung des Kantonsgerichts entsprechend der Entwicklung der Pandemie und den einschlägigen Richtlinien des Bundesrats, des Staatsrats und des Justizrats regelmässig angepasst. Die Arbeit im Homeoffice war gestützt darauf zunächst obligatorisch, dann empfohlen, dann dringend empfohlen und schliesslich wieder obligatorisch. In all diesen Phasen stellten die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber eine Vor-Ort-Präsenz von mindestens einem Tag pro Woche sicher, dies nach einem Turnusplan. Die Gerichtsschreiberpraktikantinnen und -praktikanten hatten zu Ausbildungszwecken eine Vor-Ort-Präsenz von mindestens zwei Tagen pro Woche sicherzustellen, ebenfalls nach einem Turnusplan. Im Sekretariat hatte sich das Personal angesichts der Bedürfnisse des Kantonsgerichts an die Planung der Verantwortlichen zu halten. Das Personal des Sekretariats musste somit die meiste Zeit vor Ort arbeiten. Was das Maskentragen angeht, wurden die Regeln sowohl intern als auch für öffentliche Verhandlungen an die Richtlinien angepasst. Zur Sicherstellung des Social Distancings wurden die Räume des Kantonsgerichts angepasst und entsprechend eingerichtet (Arbeitsplätze; Cafeteria und Erweiterung anderer Pausenbereiche). Sämtliche Beschlüsse der Verwaltungskommission und Richtlinien zur Bewältigung der Covid-Krise wurden der Richterschaft und dem Personal des Kantonsgerichts jeweils umgehend mitgeteilt.

Das Kantonsgericht konnte die vom Justizrat delegierten Inspektionen und die Inspektionen der Betriebs- und Konkursbehörden trotz der Pandemie durchführen. Es traf ausserdem mehrere Entscheide auf dem Zirkulationsweg, insbesondere seine Stellungnahmen in 24 Vernehmlassungsverfahren und die Anstellung des Personals.

Die Veranstaltungen, an denen das Kantonsgericht üblicherweise jedes Jahr teilnimmt, mussten wegen der Krise mehrheitlich abgesagt oder verschoben werden.

Das Kantonsgericht beteiligte sich an der Analyse der richterlichen Gewalt des Kantons Freiburg, deren Bericht im Herbst 2021 abgegeben wurde. Auf der Grundlage der es betreffenden Schlussfolgerungen traf es intern bereits Massnahmen und geht im Rahmen seines Leitplans 2022–2026, der an der Plenarsitzung von November 2021 verabschiedet wurde, weiteren Verbesserungsansätzen nach. Der Leitplan 2022–2026 beschreibt, wie sich das Kantonsgericht in den nächsten Jahren weiterentwickeln sollte, um weiterhin seine Aufgaben zu erfüllen und gleichzeitig seine Werte zu wahren. Er ist somit der Konvergenzpunkt zwischen dem Auftrag, den Werten und der

Vision des Kantonsgerichts und liegt auf einer Linie mit dem ersten Leitplan, der für die Jahre 2017–2021 erstellt wurde.

Der Leitplan 2022–2026 berücksichtigt den globalen, schweizerischen und freiburgischen Kontext, in dem sich das Kantonsgericht einreicht, und zieht daraus Feststellungen und Leitlinien in Bezug auf die aktuelle und künftige Situation und Entwicklung der Arbeitsabläufe und -methoden. Er umfasst die drei Schwerpunkte Arbeitsorganisation, Kommunikation und elektronisches Dossier. Auf dieser Grundlage werden in ihm drei neue konkrete Projekte formuliert: «Erstellung eines Qualitätsleitfadens», «Modalitäten der internen Kommunikation» und «Information der Medien und der Öffentlichkeit». Der Leitplan sieht auch vor, dass die Projekte «Organisation und Anforderungen hinsichtlich des Verwaltungspersonals» und «Vorbereitung des Kantonsgerichts auf das elektronische Dossier» fortgeführt werden. Diese Projekte sind gemäss dem Leitplan 2017–2021 bereits in Gang und werden hier neu unter dem Titel «Anpassung der Organisation des Kantonsgerichts an die Digitalisierung der Justiz» zusammengelegt. Was das Projekt «zentralisierte Zustellung» angeht, das der Plan 2017–2021 ebenfalls vorsah, hat sich herausgestellt, dass es angesichts des Fortschritts des Programms e-Justice verfrüht war. Dasselbe gilt für das Projekt «Arbeitslast». Bestimmte Aspekte dieses Projekts können jedoch in den Projekten rund um den Qualitätsleitfaden, die Organisation des Verwaltungspersonals und die Entwicklung des elektronischen Dossiers übernommen werden, die eine neue Aufgabenverteilung mit sich bringen werden. Das Projekt «Festlegung der Rahmenbedingungen der Teilzeit- und Telearbeit» schliesslich wurde in der Periode 2017–2021 zu Ende geführt.

Im Bereich der Informatik stützt sich das Grossprojekt zur Digitalisierung der Justiz auf das kantonale Programm e-Justice und das eidgenössische Programm Justitia 4.0, in die das Kantonsgericht und andere Justizbehörden eingebunden sind. Was die laufenden Informatikangelegenheiten anbelangt, setzt die Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) mit Unterstützung des Informatikbüros der Gerichtsbehörden (IBGB) ihre Arbeiten in Zusammenarbeit mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) fort. Was schliesslich die Bibliothek des Kantonsgerichts anbelangt, funktioniert das System SLSP (Swiss Library Service Platform) seit seiner Inbetriebnahme völlig zufriedenstellend. Die Bibliothek des Kantonsgerichts ist der Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB) angeschlossen, die das elektronische Bibliotheksverwaltungssystem verwaltet. Das System SLSP hat Ende 2019 das System RERO ersetzt.

Schliesslich beschloss das Kantonsgericht, auf die Freiburger Zeitschrift für Rechtsprechung (FZR) in der aktuellen Form zu verzichten. Die Grundsatzurteile werden neu über Tribuna Publication publiziert und werden dort mit einer Regeste über eine Registerkarte zugänglich sein. Gegenwärtig wird geprüft, ob ein RSS-Feed bereitgestellt werden soll, mit dem Abonnenten über die Aufschaltung neuer Grundsatzurteile informiert werden. Der Systemwechsel ist per 1. Januar 2022 vorgesehen, und das letzte gedruckte Heft der FZR wird somit das Heft 2021/4 sein, das im Laufe des Jahres 2022 aus der Druckerei kommen wird. Das Kantonsgericht hat jedoch keine vollständige Kontrolle über den Zeitplan, der von technischen Umständen abhängt. Es muss auch die Anpassung seines Reglements über die Information der Öffentlichkeit in Gerichtssachen (InfoRKG) veranlassen, von dem zwei Änderungen verabschiedet worden sind (Art. 6 Abs. 1 Bst. c und 16 Abs. 3 InfoRKG).

Das Redaktionskomitee der FZR besteht derzeit aus Jérôme Delabays, Frédéric Oberson, Sarah Progin-Theuerkauf, Professorin an der Universität Freiburg, und Luc Volery, Leiter des Amtes für Gesetzgebung, sowie Barbara Carrard, die viele Jahre lang das Sekretariat und die Verwaltung der FZR sichergestellt hat. Dem Redaktionskomitee der FZR sei an dieser Stelle für sein Engagement und für seine immense Arbeit herzlich gedankt.

1.1.1.1 Arbeitsvolumen

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben wurde, ist die Gesamtbilanz des Kantonsgerichts im Jahr 2021 hinsichtlich der Verwaltung des Geschäftsvolumens zufriedenstellend, auch wenn die Arbeitslast hoch bleibt. Die Verwaltungskommission beurteilt das Geschäftsvolumen regelmässig gestützt auf die Statistiken. Was die Auswirkungen der Krise auf die Arbeitslast des Kantonsgerichts angeht, ist hervorzuheben, dass die Beschwerdebehörde Auswirkungen jeweils mit Verzögerung zu spüren bekommt, d. h. oftmals mehrere Jahre

nachdem die Auswirkungen in der Erstinstanz verspürt wurden. Dies ergibt sich auch aus seinen Antworten, die es im Rahmen der Covid-Erhebung im Jahr 2020 dem Justizrat erteilt hat. Es wird deshalb später nochmals Bilanz gezogen werden müssen. Gegenwärtig ist die Situation unter Kontrolle. Die Situation des I. Zivilappellationshofs ist jedoch kritisch.

Für weitere Erläuterungen wird auf die Statistiken und auf die Erklärungen der einzelnen Höfe des Kantonsgerichts verwiesen.

1.1.1.2 Gerichtstätigkeit

1.1.1.2.1 Allgemeines

1.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
a) am 1.01. hängige Angelegenheiten	1302	1287	1325	1251	*1296	**1272	1052
b) eingetragene Angelegenheiten	2868	3177	3289	3308	3249	2904	3043
c) erledigte Angelegenheiten	2883	3139	3363	3264	3270	3124	3095
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	1287	1325	1251	*1295	**1275	1052	1000

*Die Differenz zwischen der Zahl hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 nach dem Druck der Statistik eingetragen wurde.

**Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

*Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2020	2021
Französisch	2711	2614
Deutsch	392	457

* Die 24 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, in denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat, sind in dieser Rubrik nicht enthalten.

Zivilrechtliche Höfe	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
a) am 1.01. hängige Angelegenheiten	192	163	183	177	224	*215	206
b) eingetragene Angelegenheiten	1099	1170	1263	1261	1279	1222	1350
c) erledigte Angelegenheiten	1128	1150	1269	1214	1285	1231	1334
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	163	183	177	224	*218	206	222

*Die Differenz erklärt sich durch die elektronische Erledigung von drei internationalen Rechtshilfeersuchen nach Erstellung der Statistik.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2020	2021
Französisch	1105	1208
Deutsch	126	126

Strafrechtliche Höfe	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
a) am 1.01. hängige Angelegenheiten	134	156	154	179	*182	148	130
b) eingetragene Angelegenheiten	483	551	574	528	534	446	465
c) erledigte Angelegenheiten	461	553	549	526	568	464	424
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	156	154	179	*181	148	130	171

**Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 nach dem Druck der Statistik eingetragen wurde.*

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2020	2021
Französisch	406	339
Deutsch	58	85

Verwaltungsrechtliche Höfe	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
a) am 1.01. hängige Angelegenheiten	974	965	986	890	888	906	715
b) eingetragene Angelegenheiten	1270	1441	1419	1499	1417	1217	1204
c) erledigte Angelegenheiten	1279	1420	1515	1501	1399	1408	1313
d) am 31.12. hängige Angelegenheiten	965	986	890	888	906	715	606

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten	2020	2021
Französisch	1200	1067
Deutsch	208	246

1.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1-30 Tge	1-3 Mte	3-6 Mte	6-12 Mte	1-2 J.	>2 J.
I. Zivilappellationshof	258	112	70	53	23	3
II. Zivilappellationshof*	447	122	22	5	2	0
Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer	82	25	2	0	0	0
Kindes- u. Erwachsenenschutzhof	35	53	19	0	1	0
Strafappellationshof	36	24	24	41	22	7
Strafkammer	107	93	46	7	17	0
I. Verwaltungsgerichtshof	45	54	41	35	52	5
II. Verwaltungsgerichtshof	32	23	44	41	24	6
III. Verwaltungsgerichtshof	61	88	37	9	7	1
Steuergerichtshof	23	25	43	37	5	6
I. Sozialversicherungsgerichtshof	11	20	26	223	48	0
II. Sozialversicherungsgerichtshof	20	31	67	81	40	2

* Inklusive 378 internationaler Rechtshilfeersuchen.

1.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Das Kantonsgericht inspizierte auf Delegation des Justizrats (Art. 127 Abs. 2 KV) die Staatsanwaltschaft (mit Ausnahme des Generalstaatsanwalts und seiner Stellvertreter), das Jugendstrafgericht, das Bezirksgericht Saane (die zivilrechtliche Abteilung und die Chef-Gerichtsschreiberin), die Bezirksgerichte Broye, See und Vivisbach, die Friedensgerichte Glane, Greyerz, See, Saane, Sense und Vivisbach, die Oberämter des Broye-, See- und Vivisbachbezirks, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch sowie die Rekurskommission der Universität, die Schlichtungskommissionen für Mietsachen (Saane, Sense/See und südliche Bezirke) und die Rekurskommission für Bodenverbesserungen.

In seiner eigenen Zuständigkeit als Aufsichtsbehörde inspizierte das Kantonsgericht auch das Kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter.

1.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

2020 überschritt die Zahl der beim I. Zivilappellationshof eingetragenen Neueingänge erstmals die 500er-Marke (501 Dossiers gegenüber 416 im Jahr 2019). Im Jahr 2021 setzte sich der Anstieg fort (544 Dossiers), wodurch sich die Überlastung des Hofes erhöhte. Darüber hinaus hat die neue Rechtsprechung des Bundesgerichts zur Berechnung des Kindesunterhalts (BGE 147 III 265) die Behandlung familienrechtlicher Angelegenheiten komplexer gemacht, eine Materie, die einen sehr grossen Teil der Dossiers des Hofes ausmacht. Der Anstieg der Neueingänge konnte nicht vollständig bewältigt werden (157 Pendenzen am 31. Dezember 2021 gegenüber 132 am 31. Dezember 2020) und wird ohne zusätzliche Schreibkräfte nicht zu bewältigen sein. Dies trotz einer besonders hohen Erledigungsquote (519 Dossiers), eines zusätzlichen Kantonsrichters als ständiges Mitglied des Hofes, der Hilfe weiterer Kantonsrichterrinnen und -richter und des regelmässigeren Einbezugs von Ersatzrichterrinnen und -richtern.

1.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, des Miet- und Pachtrechts, des Arbeitsrechts und Verfahren als einzige kantonale Instanz hauptsächlich im Bereich des unlauteren Wettbewerbs und des geistigen Eigentums. Die Arbeitslast des Hofes ist im Jahr 2021 insgesamt stabil geblieben. Die Neueingänge in den verschiedenen Bereichen haben von 242 auf 222 abgenommen. Der im letzten Jahr festgestellte Rückgang setzte sich somit auch 2021 fort, wenn auch weniger stark. Diese günstige Situation ermöglichte es den Richterinnen und Richtern des Hofes, mehr Zeit für die Dossiers der anderen Höfe einzusetzen, in denen sie ebenfalls Mitglied sind. Von den 40 am Jahresende hängigen Angelegenheiten waren 26 seit weniger als drei Monaten hängig.

Der Hof behandelt auch Rechtshilfeersuchen aus dem Ausland, von denen es im Jahr 2021 378 gegeben hat.

1.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Kammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Behandlung der Angelegenheiten der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Nach einem deutlichen Anstieg im Jahr 2020 entspricht die Zahl der Neueingänge im Jahr 2021 in etwa der Zahl der Neueingänge in den Jahren 2018 und 2019. Die Komplexität und die Dringlichkeit der Dossiers sind dagegen sehr hoch geblieben, insbesondere bei Beschwerden gegen die Platzierung von Kindern. Die Arbeitslast ist somit hoch, weil diese Dossiers prioritär behandelt werden müssen.

1.1.1.2.6 Strafappellationshof

Zwar verzeichnete der Hof im ersten Quartal noch einen deutlichen Rückgang der Neueingänge, was es ihm ermöglichte, vorübergehend auf die Hinzuziehung der Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter zu verzichten und eine Richterin teilzeitig an den I. Zivilappellationshof abzuordnen. Danach entsprach der Rhythmus der Angelegenheiten jedoch wieder dem vor der Covid-Krise.

Der Hof stellt auch einen deutlichen Anstieg der zeitaufwändigeren Verhandlungen im mündlichen Verfahren fest, was vor allem darauf zurückzuführen ist, dass die Rechtsprechung des Bundesgerichts hinsichtlich der Möglichkeit, einfache Fälle im schriftlichen Verfahren zu behandeln, restriktiver geworden ist.

1.1.1.2.7 Strafkammer

Die Zahl der Neueingänge im Jahr 2021 ist genau gleich hoch wie im Vorjahr und ist damit weiterhin hoch. Die Arbeitslast ist nach wie vor hoch, zumal die meisten Angelegenheiten zügig bearbeitet werden müssen. Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingereicht werden, werden weiterhin von den Mitgliedern der Strafkammer behandelt.

1.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des I. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2021 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Die Revision des Bundesgesetzes über die Raumplanung führte zu grundlegenden Änderungen der kantonalen Raumplanungsregeln und des öffentlichen Baurechts ganz allgemein, die mit den früheren Gepflogenheiten brechen. Die neuen bundesrechtlichen Regeln fanden ihren Niederschlag im neuen kantonalen Richtplan, der am 2. Oktober 2018 erlassen wurde. Bis zur Assimilation der neuen Regeln führt diese Situation zu vermehrten Beanstandungen seitens der Rechtsunterworfenen und der lokalen Körperschaften. In Anbetracht der Dauer der erstinstanzlichen Behandlung der Angelegenheiten bis zu einer allfälligen Beschwerde beim Kantonsgericht machte sich der Anstieg am II. Verwaltungsgerichtshof im Jahr 2021 mit einer starken Zunahme von Neueingängen im Bereich des Bodenrechts (Raumplanung und Bauwesen) bemerkbar: Während die Zahl der Neueingänge von 2017 bis 2020 noch zwischen 157 und 164 pro Jahr geschwankt hatte, erreichte sie im Jahr 2021 197 Neueingänge. Dies ist der absolute Rekord seit 1992. Angesichts der Komplexität der Streitigkeiten in diesen Materien stellt eine Zunahme um rund 40 Angelegenheiten eine sehr hohe zusätzliche Arbeitslast dar, die geeignet ist, die ohnehin schon beträchtliche Dauer der Beschwerdeverfahren noch weiter zu verlängern. Im Hinblick auf die laufenden Revisionen der Ortsplanungen gibt es zudem keine Anzeichen für eine baldige Rückkehr zum Niveau der vergangenen Jahre. Ab 2022 müssen Massnahmen ergriffen werden, um die Überlastung zu beheben.

1.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Tätigkeit des III. Verwaltungsgerichtshofs im Jahr 2021 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Tätigkeit des Steuergerichtshofs im Jahr 2021 gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

1.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

Die Zahl der Neueingänge blieb im Jahr 2021 wie im Jahr 2020 auf einem tieferen Niveau als in den Vorjahren (481, gegenüber 496 im Jahr 2020, gegenüber 688 und 676 in den Jahren 2019 und 2018). Dieser Rückgang der Neueingänge ermöglichte im zweiten Jahr in Folge eine signifikante Reduktion der Pendenzen (von 227 auf 162 am I. Gerichtshof und von 142 auf 119 am II. Gerichtshof).

Diese Verbesserung, die Ende 2019 noch unwahrscheinlich erschien, wurde trotz eines deutlichen Rückgangs der Erledigungen erreicht (diese sanken insgesamt von 672 auf 569). Die Erledigungsquote liegt jedoch immer noch über der durchschnittlichen Erledigungsquote, die allein vom Gerichtsschreiberpersonal der beiden Gerichtshöfe im Jahr 2021 (8,25 VZÄ) erwartet wurde (ca. 550 Erledigungen). Ein nicht unerheblicher Teil der redaktionellen Arbeit an beiden Gerichtshöfen wird somit auch von den Richterinnen und Richtern und Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern gestellt, wobei letztere in diesem ruhigeren Jahr etwas weniger beansprucht wurden.

Wie dem auch sei, ist der Rückgang der Erledigungen zu relativieren, wenn man bedenkt, dass beide Gerichtshöfe bis 2020 auf Hochtouren gearbeitet haben, um die kaum zu bremsende Flut an Neueingängen zu bewältigen. Dank des Erhalts eines zusätzlichen VZÄ im Jahr 2021 und des deutlichen und unverhofften Rückgangs der Neueingänge konnte das Personal wieder zu einem normalen Arbeitsrhythmus zurückkehren, um sich weiterhin dem nunmehr konstanten Phänomen der generellen Zunahme komplexer Angelegenheiten insbesondere im Bereich der IV zu widmen.

Die Rückkehr zu einer gewissen Normalität erlaubte es, einige Gerichtsschreiberressourcen anderen verwaltungsrechtlichen Höfen zur Verfügung zu stellen. In diesem Geiste wird 2022 ein Teil eines Gerichtsschreiber-VZÄ vorübergehend dem derzeit überlasteten I. Zivilappellationshof zugeteilt. Im Herbst 2022 werden die redaktionellen Ressourcen jedoch intern neu verteilt, da der deutliche Rückgang in den Jahren 2020 und 2021, wie schon letztes Jahr erwähnt, durchaus von den aussergewöhnlichen Umständen der Covid-Krise und den umfangreichen staatlichen Finanzmassnahmen abhängen könnte, die die Sozialversicherungen möglicherweise

vorübergehend entlastet haben. Hinzu kommen die Änderungen des IVG, die 2022 in Kraft getreten sind und in der zweiten Jahreshälfte zu mehr und komplexeren Beschwerden führen könnten.

Auf jeden Fall danken die beiden Präsidenten den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern, den Gerichtsschreiber-Berichterstatterinnen und Gerichtsschreiber-Berichterstattern, ihren Richterkolleginnen und Richterkollegen (ordentlichen Richterinnen und Richtern und Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern) und dem Personal der Gerichtsschreiberei für ihren geschätzten Beitrag und ermutigen sie, weiterhin so engagiert, reaktiv und enthusiastisch zu sein, damit die gute Atmosphäre und die Solidarität fortbestehen.

1.1.1.3 Personal

1.1.1.3.1 Richter/-innen

Berufsrichter/-innen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2020	2021
Beti Dina	Richterin	1	1
Boivin Marc	Richter	0.5	0.5
Delabays Jérôme	Richter	1	1
Ducret Markus	Richter	1	1
Favre Michel	Richter	1	1
Frölicher Johannes	Richter	1	1
Gross Dominique	Richterin	0.5	0.5
Hofmann Yann	Richter	0.5	0.5
Jungo Marianne	Richterin	1	1
Kiener Daniela	Richterin	0.5	0.5
Overney Catherine	Richterin	1	1
Peyraud Anne-Sophie	Richterin	1	1
Pfammatter Christian	Richter	1	1
Schneuwly Laurent	Richter	1	1
Sugnaux Marc	Richter	1	1
Wohlhauser Sandra	Richterin	1	1
Total VZÄ am 31.12.		14	14

Bei den Kantonsrichterinnen und Kantonsrichtern hat es 2021 keinen Wechsel gegeben.

Was die Nebentätigkeiten der Richterinnen und Richter angeht, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission und der Anwaltsprüfungskommission sowie Ersatzmitglied der Notariatskommission. Anfang 2021 übernahm sie zudem die Rolle der Auftraggeberin für die Projekte Prozessdigitalisierung und elektronisches Gerichtsdossier im Rahmen des Programms e-Justice. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW Freiburg im Rahmen des CAS Public Management. Er ist auch im Kulturbereich und insbesondere in der Humorszene aktiv. Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Michel Favre ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Johannes Frölicher ist Präsident des Justizrats. Er amtet auch als Richter der Rekurskommission der Fachhochschulen der Westschweiz und ist ab 2022 ihr Präsident. Er ist Mitglied des Vorstandes des Früherziehungsdienstes und der Therapiestelle CTTS der Stiftung «Les Buissonnets». Er ist Auftraggeber des Programms e-Justice. Yann Hofmann ist nebenamtlicher Richter am

Bundesgericht, Stellvertreter des Präsidenten der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 5, Präsident des gestützt auf den Gesamtarbeitsvertrag INFRI/VOPSI gebildeten Schiedsrats und Lehrbeauftragter bei der Swiss Insurance Medicine SIM und beim Bildungszentrum Wald BZW/CEFOP. Er ist exekutiver Auftraggeber und Präsident des Lenkungs Komitees und des Büros des Programms e-Justice. Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtet als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Sie ist auch Stellvertretende Präsidentin des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO). Seit dem 1. Juli 2021 präsidiert sie die Rekurskommission der Universität Freiburg. Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung, Stellvertreterin des Präsidenten der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Präsidentin der «Association St-Camille» in Marly und ihrer Pensionskasse. Christian Pfammatter ist Vorsitzender der beratenden Kommission für die bedingte Straftlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit. Er ist auch Präsident der «Fondation sociale de la Caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois». Laurent Schneuwly ist Präsident der Kantonalen Öffentlichkeits-, Datenschutz- und Mediationskommission und Stellvertreter des Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Vorstandspräsident der Vereine «Le Bosquet» in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Ausserdem ist er Präsident des SSO. Sandra Wohlhauser ist Mitglied der Anwaltskommission. Sie ist auch Präsidentin der Informatikkommision der Gerichtsbehörden und Mitglied der Informatikkommision des Staates Freiburg.

Ersatzrichter/-innen am 31.12.

Annick Achtari, François-Xavier Audergon, Felix Baumann, Olivier Bleicker, Sonia Bulliard Grosset, Jenny Castella, Francine Defferrard, Catherine Faller, Susanne Fankhauser, Debora Friedli, Caroline Gauch, Tarkan Göksu, Catherine Hayoz, Michel Heinzmann, Mélanie Maillard Russier, Séverine Monferini Nuoffer, Jean-Luc Mooser, Bruno Pasquier, André Riedo, Armin Sahli, Jean-Marc Sallin, Sandrine Schaller Walker, Daniel Schneuwly, Erika Schnyder, Kurt Schwab, Pascal Terrapon, Catherine Yesil- Huguenot, Marc Zürcher

Am 1. Januar 2021 traten Sandrine Schaller Walker und Jean-Marc Sallin die Nachfolge der Richter Pierre Corboz und Georges Chanez an. Nach dem Rücktritt von Richterin Ombline de Poret Bortolaso und Richter Christophe Maillard wählte der Grosse Rat die Richter Bruno Pasquier und Marc Zürcher (Amtsantritt: Januar und September 2021). Und schliesslich wurde zum Nachfolger von Richter André Riedo, der sein Amt Ende des Jahres aus Altersgründen abgelegt hat, im Oktober 2021 Mathias Boschung gewählt, der sein Amt am 1. Januar 2022 angetreten hat.

Das Kantonsgericht dankt den abtretenden Richterinnen und Richtern für ihren Einsatz für die Freiburger Justiz.

1.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.	2020	2021
Total VZÄ Gerichtsschreiber/innen (Festanstellung)	19.45	20.45
Total VZÄ Juristische Praktikanten/Praktikantinnen	5	5
Total VZÄ Verwaltungsmitarbeitende (Festanstellung)	13.6	13.6
Total VZÄ Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende	2	2
Total	40.05	41.05

Die Lage der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts hat sich seit 2020 entwickelt: Dem Kantonsgericht wurde ab dem 1. Januar 2021 ein zusätzliches Gerichtsschreiber-VZÄ gewährt. Dies nach der Intervention des Kantonsgerichts von Oktober 2019 bezüglich der kritischen Situation der Sozialversicherungsgerichtshöfe und nach dem Erhalt eines befristeten Gerichtsschreiber-VZÄ für das Jahr 2020. Dieses befristete VZÄ wurde ab 2021 definitiv zugesprochen.

Angesichts ihrer Beteiligung am Programm e-Justice wurde Richterin Dina Beti ab dem 1. Juli 2021 eine befristet angestellte Gerichtsschreiberin zu 50 % zugeteilt, gegenwärtig bis zum 30. Juni 2022, und erhöhte Richter Yann Hofmann seine Tätigkeit vorübergehend von 50 % auf 70 % (diese 0,2 % sind in den 14 VZÄ der Richterinnen und Richter nicht enthalten), dies nach Gesprächen mit der Sicherheits- und Justizdirektion und einem Entscheid des Staatsrats.

70 Personen arbeiten derzeit beim Kantonsgericht:

16	Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter
1	Generalsekretär
27	Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber
19	Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Verwaltungspersonals (1 Verwaltungsadjunktin, 16 Sekretärinnen und Sekretäre einschliesslich Buchhalterinnen und Buchhalter und Bibliothek, 1 Weibel, 1 Gerichtsarchivar zu 10 % [angestellt vom Amt für Justiz, AJ])
5	Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -Praktikanten (im Prinzip 10 über das Jahr)
2	Lernende Kauffrauen

70 (Total)

Im Jahr 2021 bestand der Personalbestand der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts aus 35,05 VZÄ (2020 waren es 34,05; plus 1 Gerichtsschreiber-VZÄ) (20,45 Gerichtsschreiber-VZÄ plus 13,6 Verwaltungspersonal-VZÄ plus 1 Generalsekretären-VZÄ = 35,05 VZÄ). Dies, ohne die Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter (14 VZÄ) und die befristeten Anstellungen (Praktikantinnen und Praktikanten und Lernende).

Es ist hervorzuheben, dass vom Budgetbestand von 35,05 VZÄ eine 20 %-Gerichtsschreiberstelle der von Kantonsrichter Christian Pfammatter präsierten beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit zugewiesen ist; diese Stelle ist im Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe untergebracht. Des Weiteren wird präzisiert, dass 1 Verwaltungspersonal-VZÄ dem ITA und 0,1 Bibliothekaren-VZÄ der KUB angegliedert sind.

Was die redaktionellen Ressourcen des Kantonsgerichts angeht, antwortete das Kantonsgericht auf die formelle Anfrage, mit der die Vorsteherin des AJ im Januar 2021 im Rahmen des Vorbudgets 2022 – Arbeitskräfte von den Justizbehörden wissen wollte, welche Gesuche um Personaldotationen für den Betrieb der verschiedenen Behörden «absolut notwendig» seien, mit E-Mail vom 20. Januar 2021 Folgendes: *Das Kantonsgericht wird im Rahmen der Budgetanträge keine Gerichtsschreiber-VZÄ für 2022 beantragen, da es ab 2021 eine Stelle erhalten hat und sich bewusst ist, dass andere Justizbehörden aufgrund ihrer Arbeitslast und ihrer Ressourcen derzeit Vorrang haben. Wie der Präsident des I. Zivilappellationshofs Jérôme Delabays feststellte und wie aus den Statistiken hervorgeht, die im Bericht 2020 des Kantonsgerichts an den Justizrat vorgelegt werden, sind die Neueingänge an diesem Hof im Laufe eines Jahres sehr stark gestiegen. Diese Zunahme betrifft vor allem eherechtliche Verfahren, die infolge von Gesetzesänderungen und der aktuellen Entwicklung der bundesgerichtlichen Rechtsprechung zudem komplexer geworden sind. Sollte diese Situation anhalten bzw. sollten die Neueingänge und/oder die Pendenzen an diesem Hof ansteigen, wird das Kantonsgericht in der Folge im Rahmen des Budgets neue Schreibkräfte (Gerichtsschreiber-VZÄ) für den I. Zivilappellationshof beantragen müssen.*

Wie oben erwähnt, wird das Kantonsgericht spätestens im Rahmen des Budgets 2023 zusätzliche Schreibkräfte beantragen müssen. Dies angesichts der besonders hohen Arbeitslast des I. Zivilappellationshofs infolge des anhaltenden massiven Anstiegs der Neueingänge, der mit der neuen bundesgerichtlichen Rechtsprechung im Bereich der Unterhaltsfestsetzung einhergeht, und trotz interner Unterstützungsmassnahmen.

Weggänge - Neuzugänge

Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Das neue Gerichtsschreiber-VZÄ wurde unter Philippe Tena (40 %) und Daniela Herren (60 %) aufgeteilt. Was die befristeten Verträge angeht, wurde dank der halben Gerichtsschreiberstelle, die infolge der Beteiligung von Richterin Dina Beti am Programm e-Justice zugesprochen wurde, vom 1. Juli 2021 bis am 30. Juni 2022 Julie Eigenmann angestellt. Aufgrund von Ferien und dem Ersatz von Stellen wurde Remy Terrapon für das Jahr 2021 zu 90 % bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen angestellt. Er beendete seine Tätigkeit am 31. Dezember 2021, und ihm wird für seine effiziente Arbeit gedankt. Corina Göldi übernimmt bei den zivil- und strafrechtlichen Höfen die Stellvertretung von Silvia Gerber (Gerichtsschreiberin zu 80 %), die in Mutterschaftsurlaub ist. Ludovic Farine wurde für die Zeit vom 1. Mai bis am 30. Juni 2021 zum Ad-hoc-Präsidenten des Gerichts des Brojebezirks ernannt und Cornelia Thalmann amtierte im Rahmen der Stellvertretung von Richterin Walter nebenamtlich zu 10 % als Ad-hoc-Richterin am Zwangsmassnahmengericht. Und schliesslich wird im Jahr 2022 ein Teil eines Gerichtsschreiber-VZÄ (70 %) vorübergehend von den Sozialversicherungsgerichtshöfen an den derzeit überlasteten I. Zivilappellationshof übertragen.

Verwaltungspersonal

Magui Guisolan wurde Ende August 2021 vorzeitig pensioniert und wurde durch Christine Chablais Strickler ersetzt. Ihre Funktion als Stellvertreterin von Françoise Rosales, der Verantwortlichen des Verwaltungspersonals, wurde Katia Meuwly übertragen. Valérie Monnet trat per 31. Oktober 2021 zurück und wurde durch Elodie Bertolini ersetzt. Magui Guisolan und Valérie Monnet wird für ihre langjährige Arbeit für das Kantonsgericht gedankt.

Personalbetreuung

Das Personal der Gerichtsschreiberei wird jedes Jahr nach der Personalgesetzgebung beurteilt.

1.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Der Präsident, weitere Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war. Die meisten Veranstaltungen wurden jedoch wegen der Covid-Krise abgesagt oder verschoben.

Der Präsident, Markus Ducret, Cédric Steffen und Frédéric Oberson empfingen Kandidatinnen und Kandidaten der französischen «École nationale de la magistrature» von Bordeaux im Rahmen ihrer Studienreise, die von der Schweizerischen Richterakademie organisiert wurde.

Die Vizepräsidentin nahm an der elften vom Bundesgericht organisierten Schweizerischen Justizkonferenz teil, die im November 2021 in Schaffhausen stattfand.

Am 22. April und 11. November 2021 nahm Sandra Wohlhauser an der 11. und 12. Sitzung der Arbeitsgruppe «Dialog Gesundheit-Justiz» teil. Am 20. August 2021 nahm sie an der Tagung für Informatik und Recht teil, die in Bern stattfand.

Der Präsident und Cédric Steffen nahmen an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Interlaken teil.

Richterinnen und Richter nahmen an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung in St. Gallen und am Richtertag der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) teil.

Weiterbildungen der Richterinnen und Richter

Die Weiterbildungsveranstaltungen, die die Richterinnen und Richter im Jahr 2021 besucht haben, sind in den Formularen aufgeführt, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richterinnen und Richter und Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber

Marc Boivin hielt am Richtertag der SVR vom 19. November 2021 in Luzern eine Konferenz über Recht und Humor (Der Geist der Gesetze und das Recht aufs Geistreiche).

Jérôme Delabays und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse in Zivilprozessrecht. Er beteiligte sich an einem Kurs für Studierende der Universität Freiburg über das Zivilverfahren in der Praxis und hielt am Weiterbildungstag 2021 des Freiburger Anwaltsverbands (FAV) eine Konferenz über Zivilrecht. Er wirkt weiterhin an der annotierten Schweizerischen Zivilprozessordnung online mit. Er hat am «Petit commentaire du Code de procédure civile» mitgewirkt und wirkt an der künftigen Ausgabe des «Commentaire romand du Code civil» mit.

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP («École romande de la magistrature pénale») im Rahmen des CAS Strafsudikative und unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des FAV für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten.

Dominique Gross ist wiederum Mitautorin bei der 7. Auflage des Basler Kommentars, ZGB II (Baurechtsdienstbarkeit, Art. 779–779I ZGB; im Erscheinen).

Christian Pfammatter hielt im Rahmen des Masters der Universität Freiburg eine Konferenz in Raumplanung (Blockkurs).

Laurent Schneuwly unterrichtet im Rahmen des Ausbildungszyklus des FAV für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten (in erstinstanzlichem Zivilverfahren). Er beteiligte sich am Weiterbildungstag des FAV vom 3. Dezember 2021 als Referent in Strafprozessrecht und vertrat an der Konferenz des Instituts für Föderalismus und der Kantonalen Behörde für Öffentlichkeit und Datenschutz (ÖDSB) vom 9. Dezember 2021 zum 10-jährigen Jubiläum des Freiburger Gesetzes über die Information und den Zugang zu Dokumenten die Sicht der ÖDSB.

Marc Sugnaux hielt im Rahmen des CAS Judikative der Schweizerischen Richterakademie am 7. Mai 2021 einen Vortrag über die Kommunikation im Prozess der Ausarbeitung von Entscheidungen. Am 18. Mai 2021 beteiligte er sich an einem Webinar von «HR Fribourg» über arbeitsrechtliche Streitigkeiten. Am 20. August 2021 leitete er das jährliche Ausbildungsseminar für Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten, das in Villars-sur-Glâne stattfand, unter dem Aspekt des Verwaltungsrechts.

Sandra Wohlhauser leitete im Rahmen des CAS Jugendjustiz am 12. November 2021 in Freiburg einen Workshop über das Strafverfahren mit.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und Anwaltspraktikanten Kurse über die Beschwerde und die Revision im Strafprozess. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP im Rahmen des CAS Strafsudikative.

Weil die Schulklassen der Sekundarstufe II infolge der Covid-Pandemie nicht mehr an den öffentlichen Verhandlungen des Appellationshofs und der traditionellen Präsentation, die diesen vorausging, teilnehmen konnten, begaben sich Michel Favre und Cédric Steffen in die Mittelschulen, um den Schülerinnen und Schülern das Freiburger Justizsystem und den Ablauf von Strafverfahren näherzubringen.

Annexe / Beilage

1.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2021 (état au 31.12.) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2021 (Stand 31.12.)

Président / Präsident	Michel Favre
Vice-président / Vizepräsident	Dina Beti
Membres / Mitglieder	Marc Boivin
	Jérôme Delabays
	Markus Ducret
	Johannes Frölicher
	Dominique Gross
	Yann Hofmann
	Marianne Jungo
	Daniela Kiener
	Catherine Overney
	Anne-Sophie Peyraud
	Christian Pfammatter
	Laurent Schneuwly
	Marc Sugnaux
	Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Annick Achtari
François-Xavier Audergon
Felix Baumann
Olivier Bleicker
Sonia Bulliard Grosset
Jenny Castella
Francine Defferrard
Catherine Faller
Susanne Fankhauser
Debora Friedli
Caroline Gauch
Tarkan Göksu
Catherine Hayoz
Michel Heinzmann
Mélanie Maillard Russier
Séverine Monferini Nuoffer
Jean-Luc Mooser
Bruno Pasquier
André Riedo
Armin Sahli

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Jean-Marc Sallin
Sandrine Schaller Walker
Daniel Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil- Huguenot
Marc Zürcher

Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe**I^{er} Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof**

Président / Präsident	Jérôme Delabays
Membres / Mitglieder	Dina Beti
	Sandra Wohlhauser
	Laurent Schneuwly
	Yann Hofmann

II^{er} Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Présidente / Präsidentin	Dina Beti
Membres / Mitglieder	Catherine Overney
	Michel Favre
	Markus Ducret

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Présidente / Präsidentin	Catherine Overney
Membres / Mitglieder	Dina Beti
	Markus Ducret

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Présidente / Präsidentin	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Michel Favre
	Laurent Schneuwly

Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Catherine Overney
	Dina Beti
	Markus Ducret

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Laurent Schneuwly
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays
	Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Anne-Sophie Peyraud
	Christian Pfammatter
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo
	Johannes Frölicher
	Dominique Gross
	Yann Hofmann

Cour fiscale / Steuergesichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter
	Dina Beti
	Daniela Kiener

I^o Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Marc Boivin

Membres / Mitglieder

Dominique Gross

Yann Hofmann

Marianne Jungo

Marc Sugnaux

II^o Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Johannes Frölicher

Membres / Mitglieder

Daniela Kiener

Anne-Sophie Peyraud

Marc Sugnaux

1.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

1.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	138	132
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	501	544
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	507	519
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	132	157

Provenance / Herkunft	2020	2021
Sarine / Saane	113	99
Singine / Sense	11	8
Gruyère / Greyerz	31	34
Lac / See	19	23
Glâne / Glane	21	18
Broye/ Broye	28	26
Veveyse / Vivisbach	20	25
Justice de paix de la Broye / Friedensgericht des Broyebezirks	1	2
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	1	2
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	9	1
Justice de paix de la Singine / Friedensgericht des Sensebezirks	1	0
Autres / Andere	252	281
Total	507	519

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admis / Gutheissung	31	38
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	105	107
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	8
Rejet / Abweisung	104	84
Irrecevables / Nichteintreten	31	34
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	3
Retrait / Rückzug	13	10
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	24	21
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	2
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	158	165
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	24	36
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilw. gewährt	5	6
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	2	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	3
Désignation (récusations) / Bezeichnung (Ausstände)	1	0
Total	507	519

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021
Droit des personnes / Personenrecht	1	0
Droit de la famille / Familienrecht	116	111
dont mesures protectrices de l'union conjugale/davon Eheschutzmassnahmen	54	48
Droit des successions / Erbrecht	12	8
Droit réels / Sachenrecht	5	5
Droit des obligations / Obligationenrecht	19	20
Suspension de la procédure / Sistierung des Verfahrens	1	2
Récusation / Ausstand	6	11
Compétence des tribunaux / Zuständigkeit der Gerichte	3	0
Conciliation / Schlichtung	3	0
Frais de justice / Gerichtskosten	7	3
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	3	2
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	2
Sûretés / Sicherheiten	4	3
Exécution / Vollstreckung	2	6
Mesures provisionnelles et leur modification / Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung	53	54
Appel/reçours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	55	49
Assistance judiciaire (recours) / Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)	9	13
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	197	220
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung	4	5
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	2	1
Interprétation et rectification / Erläuterung und Berichtigung	3	3
Divers / Verschiedenes	2	1
Total	507	519

Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	55	48
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	402	594
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	409	598
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	48	44

Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale / internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen.

Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale	2020	2021
Provenance / Herkunft		
Sarine / Saane	68	66
Singine / Sense	13	11
Gruyère / Greyerz	38	30
Lac / See	17	16
Glâne / Glane	8	5
Broye/ Broye	19	20
Veveyse / Vivisbach	11	8
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	158	378
Autres / Andere	77	64
Total	409	598

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admis / Gutheissung	43	50
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	12	8
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	4
Rejet / Abweisung	69	64
Irrecevables / Nichteintreten	34	20
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	36	31
Retrait / Rückzug	9	5
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	2	2
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	6	2
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilw. gewährt	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	7	6
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	3	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	27	25
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Transmission des entrades judiciaires / Übermittlung der Rechtshilfe	158	378
par arrêt / mit Urteil	7	5
par transmission simple / ohne Urteil	151	373
Total	409	598

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021
Assistance judiciaire (recours) / Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)	3	9
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	18	15
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung	0	1
Travail / Arbeit	5	9
Bail / Mietgerichtsbarkeit	22	15
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / Schuldbetreibungs- und Konkursrecht	138	113
dont faillites / davon Konkurse	30	30
dont mainlevées / davon Rechtsöffnungen	106	83
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	38	35
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	1	1
Récusation / Ausstand	10	4
Conciliation / Schlichtung	0	1
Restitution de délai / Wiederherstellung	1	0
Exécution / Vollstreckung	2	1
Frais de justice / Gerichtskosten	0	1
Sursis et remise des frais de justice / Stundung und Erlass der Gerichtskosten	2	0
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	3	2
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	3
Sûretés / Sicherheiten	1	0
Révision / Revision	0	1
Mémoire préventif / Schutzschrift	1	2
Concurrence déloyale / Unlauterer Wettbewerb	3	0
Raison de commerce / Geschäftsfirmen	1	0
Séquestre / Arrest	0	2
Entraide judiciaire internationale / Internationale Rechtshilfe	158	378
Droit des sociétés / Gesellschaftsrecht	0	2
Propriété intellectuelle et protection des données / Geistiges Eigentum und Datenschutz	1	3
Langue de la procédure / Verfahrenssprache	1	0
Total	409	598

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	11	3
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	159	110
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	167	109
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	3	4

Provenance / Herkunft	2020	2021
Sarine / Saane	27	14
Singine / Sense	7	3
Gruyère / Greyerz	3	4
Lac / See	4	2
Glâne / Glane	0	2
Broye/ Broye	9	10
Veveyse / Vivisbach	8	4
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	67	45
Autres / Andere	42	25
Total	167	109

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admis / Gutheissung	19	12
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	11	4
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	2
Rejet / Abweisung	35	25
Irrecevables / Nichteintreten	6	5
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	0
Sans objet / Gegenstandslos	14	11
Retrait / Rückzug	2	1
Visé / Geprüft	69	47
Passe-expédient / Nouvelle décision aut. inf. / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	1	0
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	8	0
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	0	2
Total	167	109

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021
Plaintes / Beschwerden	58	39
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	2	2
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	1	0
Réalisation forcée des immeubles / Zwangsverwertung von Grundstücken	0	2
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	69	47
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	8	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	15	8
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	14	9
Total	167	109

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2020	2021
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	86	61
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	26	21
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	38	21
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	17	6
Total	167	109

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01.hängige Angelegenheiten	11	23
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	160	102
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	148	108
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12.hängige Angelegenheiten	23	17

Provenance / Herkunft	2020	2021
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	28	28
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	10	11
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	19	11
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	10	0
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	6	3
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	9	9
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	8	8
Autres / Andere	58	38
Total	148	108

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admis / Gutheissung	23	7
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	11	17
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	4
Irrecevables / Nichteintreten	18	10
Rejet / Abweisung	44	30
Retrait / Rückzug	3	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	29	19
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	5	3
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	1	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	8	12
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	2
Total	148	108

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021
Recours / Beschwerde	75	56
dont placements à des fins d'assistance / davon Fürsorgerische Unterbringung	12	6
dont protection de l'adulte / davon Erwachsenenschutz	21	16
dont effets de la filiation / davon Wirkungen des Kindesverhältnisses	41	34
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	39	27
Assistance judiciaire (recours) / Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)	4	6
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	17	11
Appel/recours sur mesures provisionnelles / Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	1
Sursis et remise des frais judiciaires / Stundung und Erlass der Gerichtskosten	0	1
Attribution des frais / Auferlegung der Prozesskosten	2	0
Déni de justice ou retard injustifié / Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung	6	3
Récusation / Ausstand	3	2
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / Höhe der Entschädigung	2	1
Total	148	108

1.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	99	77
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	165	199
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	187	154
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	77	122

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht	2020	2021
Sarine / Saane	31	23
Singine / Sense	8	13
Gruyère / Greyerz	21	9
Lac / See	3	11
Glâne / Glane	4	1
Broye/ Broye	9	1
Veveyse / Vivisbach	2	3
Total	78	61
Juge de police / Polizeirichter	2020	2021
Sarine / Saane	29	25
Singine / Sense	17	2
Gruyère / Greyerz	9	10
Lac / See	7	5
Glâne / Glane	3	3
Broye/ Broye	4	13
Veveyse / Vivisbach	3	4
Total	72	62
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	2020	2021
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	1	3
Ministère public / Staatsanwaltschaft	6	6
Autres / Andere	8	6
Total	22	16
Total	37	31

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admis / Gutheissung	19	13
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	40	34
Rejet / Abweisung	65	43
Irrecevables / Nichteintreten	5	9
Sans objet / Gegenstandslos	43	31
Retrait / Rückzug	15	15
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	0	3
AJ (avec avocat) accordée/ URP (mit Anwalt) gewährt	0	4
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
Total	187	154

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021
Appels / Berufungen	160	131
Récusation / Ausstand	1	1
Consultation du dossier / Akteneinsicht	0	1
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / Untersuchungs- oder Sicherheitshaft	2	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	4	0
Assistance judiciaire et défense d'office / Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung	10	9
Révision / Revision	8	9
Indemnités et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	1	1
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	1	0
Total	187	154

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	49	53
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	266	266
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	262	270
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	53	49

Provenance / Herkunft

	2020	2021
Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht		
Sarine / Saane	3	9
Singine / Sense	0	1
Gruyère / Greyerz	3	2
Lac / See	1	1
Glâne / Glane	0	0
Broye/ Broye	0	3
Veveyse / Vivisbach	0	0
Total	7	16
Juge de police / Polizeirichter		
Sarine / Saane	10	4
Singine / Sense	2	3
Gruyère / Greyerz	2	6
Lac / See	4	1
Glâne / Glane	1	1
Broye/ Broye	8	0
Veveyse / Vivisbach	0	0
Total	27	15
	2020	2021
Ministère public / Staatsanwaltschaft	136	160
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	0	1
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	29	26
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	2	1
Autres / Andere	61	51
Total	265	239

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2020	2021
Admis / Gutheissung	31	29
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	6	11
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	19	15
Rejetés / Abweisung	120	106
Irrecevables / Nichteintreten	40	62
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	1
Retirés / Rückzug	6	7
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Transaction / Ratification / Vergleich / Genehmigung	0	1
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	15	13
AJ (avec avocat) accordée / URP (mit Anwalt) gewährt	3	9
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	4	4
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilw. gewährt	1	0
AJ (sans avocat) accordée / URP (ohne Anwalt) gewährt	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	12	9

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	3	1
Total	262	270

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021
Recours / Beschwerden	168	182
Indemnité et réparation du tort moral / Entschädigung und Genugtuung	5	3
Récusation / Ausstand	20	15
Assistance judiciaire et défense d'office / unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung	30	44
Assistance judiciaire (recours) / Beschwerde unentgeltliche Rechtspflege	1	0
Consultation du dossier / Akteneinsicht	4	2
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	0	2
Déni de justice /retard injustifié / Rechtsverweigerung /Rechtsverzögerung	7	1
Sursis et remise de frais / Stundung und Erlass der Verfahrenskosten	2	1
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	19	12
Séquestre / Arrest	6	8
Total	262	270

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	15	0
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	15	0
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admis / Gutheissung	15	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	0
Total	15	0

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue ; art. 31c LPol) / Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)	15	0
Divers / Verschiedenes	0	0
Total	15	0

1.1.3.3 Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	156	151
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	247	196
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	252	232
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	151	115
Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admission / Gutheissung	16	24
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	3	3
Admission avec renvoi /Gutheissung mit Rückweisung	5	3
Rejet /Abweisung	90	80
Irrecevabilité / Nichteintreten	7	1
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	7	14
Retrait / Rückzug	9	6
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	14	11
Transaction / Ratification / Vergleich/Genehmigung	2	2
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	59	68
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	17	5
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	12	6
AJ/DO (avec avocat) partiellement octroyée / URP/AV (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	0
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	5	4
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	1
Total	252	232

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Etablissement et séjour / Niederlassung und Aufenthalt	52	59	111	72	39
Droits politiques / Politische Rechte	2	9	11	11	0
Agents des collectivités publiques / Amtsträger der Gemeinwesen	17	17	34	17	17
Affaires communales / Gemeindeangelegenheiten	3	1	4	3	1
Responsabilité des collectivités publiques / Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger	7	8	15	7	8
Ecole et formation / Schule und Bildung	5	10	15	11	4
Exécution des peines et mesures / Straf- und Massnahmenvollzug	1	10	11	9	2
Avocats, notaires / Anwälte, Notare	1	0	1	1	0
Droit des personnes et famille / Personen- und Familienrecht	1	0	1	1	0
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts	0	1	1	1	0
Protection des données / Datenschutz	4	0	4	4	0
Loi sur l'information et l'accès aux documents / Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten	4	0	4	4	0
Structures d'accueil extrafamilial de jour (LStE)/ Familienergänzende Tagesbetreuungs-einrichtungen (FBG)	1	0	1	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	1	0	1	1	0
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	2	2	2	0
Remise de frais / Erlass der Gerichtskosten	2	0	2	1	1
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	0	1	1	0	1
Révision / Revision	0	2	2	2	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	1	0	1	1	0
Procédures autres / Verfahren andere	1	0	1	1	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	14	29	43	30	13
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	1	10	11	10	1
Assistance judiciaire (principe) / Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)	32	37	69	42	27
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	1	0	1	0	1
Total	151	196	347	232	115

Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof**Statistique générale / Allgemeine Statistik****2020****2021**

Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	87	93
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	158	197
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	152	170
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	93	120

Modes de liquidation / Erledigungsart**2020****2021**

Admission / Gutheissung	23	28
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	2	2
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	4	12
Rejet / Abweisung	50	53
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	8	6
Retrait / Rückzug	12	18
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	8	1
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	2	1
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	37	41
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	2
Total	152	170

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / Raumplanung und Bauwesen	65	111	176	93	83
Protection de la nature et du paysage / Natur- und Heimatschutz	0	1	1	1	0
Protection de l'environnement / Umweltschutz	2	2	4	2	2
Expropriation/ Forstwesen	0	1	1	0	1
Forêts / Enteignung	1	2	3	3	0
Marchés publics / Beschaffungswesen	2	3	5	2	3
Protection contre les incendies et les éléments naturels /Schutz gegen Feuer- und Elementar- schäden	3	0	3	0	3
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	2	2	2	0
Récusation / Ausstand	0	2	2	2	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	1	0	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	3	13	16	9	7
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	15	39	54	33	21
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	0	20	20	20	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)	1	0	1	1	0
Total	93	197	290	170	120

IIIe Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	70	46
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	208	195
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	232	203
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	46	38

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admission / Gutheissung	4	6
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	4	3
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	8	2
Rejet / Abweisung	80	89
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	37	28
Retrait / Rückzug	41	28
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	9	7
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	0	2
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	34	24
Rayé du rôle (défaut) / Abschreibung (Abwesenheit)	1	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	4	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	3	7
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	4	4
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	1
Total	232	203

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Circulation routière et transports / Strassen- verkehr und Transportwesen	26	81	107	91	16
Droit social / Sozialrecht	0	4	4	3	1
Agriculture / Landwirtschaft	2	11	13	8	5
Economie / Wirtschaft	0	13	13	9	4
Commerces et établissements publics / Handel und Gastgewerbe	1	5	6	4	2
Animaux / Tiere	4	2	6	6	0
Travail / Arbeit					
Santé publique / Öffentliche Gesundheit	1	6	7	5	2
Registre du commerce / Handelsregister	0	1	1	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / Einsprache (Kosten)	0	2	2	2	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)	0	1	1	1	0
Révision / Revision	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	0	2	2	2	0
Procédures autres / Verfahren andere	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	3	21	24	21	3
Mesures provisionnelles urgentes / Dringliche vorsorgliche Massnahmen	1	3	4	4	0
Recours sur mesures provisionnelles / Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen	4	30	34	30	4
Assistance judiciaire (principe) / Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)	3	9	12	12	0
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) / Unentgeltliche Rechtspflege Entschädigungsbetrag)	1	0	1	1	0
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	0	1	1	1	0
Total	46	195	241	203	38

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	48	56
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	108	135
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	100	139
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	56	52

Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admission / Gutheissung	0	9
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	7	6
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	9
Rejet / Abweisung	46	52
Irrecevabilité / Nichteintreten	5	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	9	14
Retrait / Rückzug	8	15
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand / Neuer Entscheid Vorinstanz	6	12
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	6
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	2	10
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	6	3
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	0	2
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	1
Total	100	139

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Généralités / Allgemeines	0	2	2	0	2
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / Einkommens- und Vermögens- steuer der natürlichen Personen	33	77	110	80	30
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Personen	6	18	24	18	6
Impôt à la source / Quellensteuer	2	0	2	2	0
Impôt anticipé / Verrechnungssteuer	0	1	1	1	0
Impôt sur les gains immobiliers / Grundstück- gewinnsteuer	1	2	3	1	2
Droits de mutation et gages immobiliers / Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe	1	1	2	1	1
Impôts sur les successions et les donations / Erbschafts- und Schenkungssteuer	1	1	2	1	1
Contribution immobilière / Liegenschaftssteuer	0	1	1	0	1
Impôt destiné à compenser la diminution aire agricole / Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland	0	1	1	1	0
Taxe de séjour / Aufenthaltstaxe	0	9	9	9	0
Contributions publiques communales / Öffentliche kommunale Abgaben	6	4	10	9	1
Taxes cantonales / Kantonale Abgaben	2	1	3	2	1
Amendes d'ordre / Ordnungsbussen	0	2	2	2	0
Emoluments administratifs / Verwaltungsgebühren	1	1	2	1	1
Soustraction fiscale et rappel d'impôts / Steuerhinterziehung und Nachsteuer	2	7	9	5	4
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	1	1	1	0
Récusation / Ausstand	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)	1	4	5	3	2
Total	56	135	191	139	52

le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	307	227
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	267	263
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	347	328
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	227	162
Modes de liquidation / Erledigungsart	2020	2021
Admission / Gutheissung	25	26
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	27	20
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	25	36
Rejet / Abweisung	173	149
Irrecevabilité / Nichteintreten	3	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	8	9
Retrait / Rückzug	11	5
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	5	6
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	27	24
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	22	31
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	11	9
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	4	4
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	2	3
Total	347	328

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	92	81	173	119	54
Assurance-accident / Unfallversicherung	53	77	130	76	54
Assurance-chômage / Arbeitslosen- versicherung	26	34	60	37	23
Allocations familiales / Familienzulagen	2	2	4	3	1
Allocations familiales dans l'agriculture / Landwirtschaftliche Familienzulagen	1	0	1	1	0
Aide sociale / Sozialhilfe	3	11	14	11	3
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	3	3	3	0
Révision / Revision	0	2	2	1	1
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	3	4	7	5	2
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	2	4	6	4	2
Assistance judiciaire (principe) / Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)	45	43	88	66	22
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	0	2	2	2	0
Total	227	263	490	328	162

Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2020	2021
Affaires pendantes au 01.01. / am 01.01. hängige Angelegenheiten	238	142
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	229	218
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	325	241
Affaires pendantes au 31.12. / am 31.12. hängige Angelegenheiten	142	119

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2020	2021
Admission / Gutheissung	20	22
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	17	23
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	31	27
Rejet / Abweisung	134	69
Irrecevabilité / Nichteintreten	2	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	15	6
Retrait / Rückzug	10	10
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/ Neuer Entscheid Vorinstanz	4	6
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	4	2
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	29	34
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	34	18
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	10	5
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	7	6
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	1	0
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	5	4
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	0	6
Total	325	241

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 01.01. Hängig am 01.01.	Entrées Neuein- gänge	Total	Liquidé Erledigt	Pendant au 31.12. Hängig am 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / Alters- und Hinterlassenenversicherung	4	7	11	8	3
Assurance-invalidité / Invalidenversicherung	58	103	161	109	52
Prestations complémentaires / Ergänzungsleistungen	13	10	23	17	6
Assurance-maladie / Krankenversicherung	5	8	13	7	6
Prévoyance professionnelle / Berufliche Vorsorge	14	11	25	14	11
Allocations pour perte de gain / Erwerbssersatz	3	14	17	13	4
Assurance-maladie complémentaire LCA / Zusatzkrankenversicherung VVG	7	10	17	7	10
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer	0	5	5	5	0
Récusation / Ausstand	0	1	1	0	1
Révision / Revision	0	1	1	1	0
Recours contre décision incidente / Beschwerde gegen Zwischenentscheide	3	1	4	3	1
Procédure autres / Verfahren andere	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	2	1	3	2	1
Assistance judiciaire (principe) / Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)	33	44	77	54	23
Recours sur assistance judiciaire / Beschwerde gegen URP-Entscheid	0	1	1	0	1
Total	142	218	360	241	119

1.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2020	2021
le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	26	24
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	23	23
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	4	4
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	9	9
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	27	50
Chambre pénale / Strafkammer	35	22
le Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	29	30
Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	19	18
IIle Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	11	12
Cour fiscale / Steuergerichtshof	9	12
le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	43	32
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	21
Total	256	257

Recours traités / Erledigte Beschwerden Modes de liquidation / Erledigungsarten	2020	2021
le Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	2020	2021
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	3
Rejetés / Abweisung	7	11
Irrecevables / Nichteintreten	2	7
Retirés / Rückzug	0	1
Ile Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	2020	2021
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	1
Rejetés / Abweisung	6	3
Irrecevables / Nichteintreten	17	14
Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	2020	2021
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Rejetés / Abweisung	4	1
Irrecevables / Nichteintreten	2	2
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	2020	2021
Rejetés / Abweisung	0	2
Irrecevables / Nichteintreten	8	4

Recours traités / Erledigte Beschwerden
Modes de liquidation / Erledigungsarten

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	2020	2021
Admis / Gutheissung	2	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	2	2
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	3	1
Rejetés / Abweisung	17	12
Irrecevables / Nichteintreten	6	3
Retirés / Rückzug	1	0
Chambre pénale / Strafkammer	2020	2021
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejetés / Abweisung	12	5
Irrecevables / Nichteintreten	17	18
Retirés / Rückzug	1	1
Ie Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	2020	2021
Admis / Gutheissung	2	2
Rejetés / Abweisung	30	12
Irrecevables / Nichteintreten	3	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	5	6
Ile Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	2020	2021
Admis / Gutheissung	0	3
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	1
Rejetés / Abweisung	7	19
Irrecevables / Nichteintreten	1	1
Retirés / Rückzug	0	1
IIle Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	2020	2021
Admis / Gutheissung	2	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejetés / Abweisung	4	1
Irrecevables / Nichteintreten	3	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	3	7
Cour fiscale / Steuergerichtshof	2020	2021
Admis / Gutheissung	1	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	1	0
Rejetés / Abweisung	4	5
Irrecevables / Nichteintreten	1	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	2
Retirés / Rückzug	0	1

Recours traités / Erledigte Beschwerden
Modes de liquidation / Erledigungsarten

le Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	2020	2021
Admis / Gutheissung	6	1
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	3	4
Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung	2	2
Rejetés / Abweisung	19	22
Irrecevables / Nichteintreten	3	0
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	8	10
Retirés / Rückzug	0	1
Ile Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	2020	2021
Admis / Gutheissung	0	4
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Rejetés / Abweisung	7	15
Irrecevables / Nichteintreten	2	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	1	5
Retirés / Rückzug	3	1
Total	241	230